

### ACTION SOCIALE – POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

#### Fraude et " droit à l'erreur " : la Caf met en œuvre un plan de prévention

Dans le cadre du nouveau " droit à l'erreur " reconnu aux citoyens, la Caf vient de publier un dossier de presse qui détaille sa réalisation dans le cadre d'une politique de prévention, le contrôle et la lutte contre la fraude, et enfin un exemple avec la pratique au sein de la Caf du département du Var.

[Le contrôle et le droit à l'erreur dans les CAF, dossier de presse, 25 avril 2019, Sécurité sociale](#)

### COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

#### Lancement de Sapiens Aix Marseille

Se présentant comme un think tank nouvelle génération, l'Institut Sapiens s'implante à Marseille et organise à cette occasion une conférence le jeudi 13 juin 2019 sur le thème : " **Faut-il avoir peur de l'intelligence artificielle ?** ". Organisme à but non lucratif, son objectif est de peser sur le débat économique et social au moyen de trois leviers : décrypter, décroisonner et faire dialoguer, former. Au nombre des thèmes abordés : l'avenir des partis politiques, la taxation des géants du numérique en France, ou encore les impacts macroéconomiques d'un libre accès à une formation continue, l'économie spatiale ou les robots tueurs, etc.

[Institut Sapiens, calendrier](#)

### DEVELOPPEMENT DURABLE

#### À très court terme, la pollution de l'air due au trafic automobile augmente certaines pathologies respiratoires

Pour arriver à ce constat, l'Insee a étudié **les effets sanitaires** d'un événement ponctuel telle qu'**une grève dans les transports en commun dans les dix plus grandes villes françaises entre 2010-2015**, hors vacances scolaires. Un lien de cause à effet avéré s'établit entre la pollution issue du trafic automobile et les admissions aux urgences pour certaines pathologies respiratoires. L'explication est simple : quand une grève perturbe les transports en commun, une portion de la population se rabat vers les véhicules automobiles, ce qui accroît la pollution pour trois jours. **Les admissions aux urgences pour affections aiguës des voies respiratoires supérieures** (pharyngite, laryngite, etc.) **sont manifestement plus nombreuses le jour de la grève** (+ 0,3 admission par million d'habitants, par rapport à un niveau moyen de 0,8 admission par million d'habitants un jour " standard "). Le jour suivant, les entrées aux urgences pour anomalies respiratoires sont aussi plus nombreuses.

Il semble que ce premier phénomène se double d'un second. Les grèves de transports en commun réduisant la fréquence des contacts entre les personnes, la propagation de virus diminue. Après une grève, pendant deux jours, les admissions aux urgences pour gripes et pneumonies baissent (- 0,6 admission par million d'habitants, par rapport à 4,4 admissions par million d'habitants un jour " standard ").

[Godzinski A., Suarez Castillo M., " La pollution de l'air due au trafic automobile augmente les admissions aux urgences pour maladies respiratoires ", Insee Analyses n° 46, 27 mai 2019](#)



## Quelle disponibilité des ressources pour les 10 milliards d'humains en 2050 ?

L'agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance, l'Aupa et l'agence de l'agglomération marseillaise, l'Agam organisent une " rencontre prospective ", le Mardi 25 Juin 2019 de 17h30 à 20h00 à l'écomusée de la forêt méditerranéenne de Gardanne, sur **l'exploitation et la protection des ressources au gré d'un scénario de transition écologique**. Les intervenants, Cécile Albert, chercheuse au CNRS, Cédric Christensen, spécialiste des réseaux d'énergie et Emmanuel Delannoy, spécialiste de l'économie circulaire contribueront aux débats. Inscriptions à [www.conversationsdesfuturs.com](http://www.conversationsdesfuturs.com) (nombre de places limité).

## DISPOSITIFS DE SOLIDARITE ET SOCIAUX

### L'ASS et de l'AER revalorisées

Un décret du 18 mai 2019 annonce la valorisation des montants de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et de l'allocation équivalent retraite (AER) à partir du mois d'avril 2019. Le montant passe de 16,48 € à **16,74 €/jour** pour l'ASS (soit 502,2€ pour un mois de 30 jours) et de 35,60 € à **36,17 €/jour** pour l'AER (1085,10 € pour 30 jours).

L'ASS est un minimum social versé aux demandeurs d'emploi en fin de droits ; l'AER est attribuée aux demandeurs d'emploi justifiant des trimestres pour bénéficier d'une retraite à temps plein avant d'avoir atteint l'âge de la retraite.

[" Allocations de solidarité spécifique et équivalent retraite : quels nouveaux montants ? " , Direction de l'information légale et administrative \(Premier ministre\), service-public.fr, 21 mai 2019](http://service-public.fr)

### Le " pro bono ", nouveau curseur de l'intérêt général ?

L'expression latine complète est *pro bono publico*, pour le bien public, est utilisée pour désigner une pratique visant à mobiliser les compétences de professionnels pour le bien public. Issue des pays anglo-saxons, cette pratique se développe en France sans pour autant se confondre avec le bénévolat ou l'action administrative. Aujourd'hui le besoin de compétences se pose avec force et le pro bono peut contribuer à donner du sens à l'engagement.

[La plateforme de l'engagement RSE et développement durable](#)

## ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

### Conseil d'État: un nouveau secrétaire général

Par décret du 24 avril 2019, **Thierry-Xavier Girardot** est nommé secrétaire général du Conseil d'État à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019. Il remplace à cette fonction **Catherine Bergeal**.

[Décret du 24 avril 2019 portant nomination du secrétaire général du Conseil d'Etat, JO n° 97 du 25 avril 2019, texte n° 53](#)

### La Cnil au rapport

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) a publié son rapport d'activité 2018, année importante dans la mesure où le règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018. Le rapport est notamment l'occasion pour la Cnil de réaliser un point d'étape sur la mise en œuvre de cette nouvelle réglementation. Il se penche également sur trois thématiques d'actualité : des éléments d'analyse sur la chaîne des blocs (blockchain), le droit d'accès indirect, l'intelligence artificielle. Le rapport poursuit avec l'évaluation des activités de l'organisme au regard de ses missions : informer le grand public et les professionnels, protéger les citoyens, conseiller, etc.

[Rapport d'activité 2018, Cnil, Protéger les données personnelles, Accompagner l'innovation, Préserver les libertés individuelles.](#)

### 44 % des litiges recevables sont des contestations des niveaux de consommations facturées

Le **médiateur national de l'énergie** a fait paraître son **rapport d'activité 2018**. Cette autorité publique indépendante a été générée par la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie dans la perspective de l'ouverture à la concurrence des marchés du gaz naturel et de l'électricité. Ses deux missions légales sont d'informer les consommateurs sur leurs droits et de proposer des solutions aux litiges.

Le médiateur, Jean Gaubert remarque en 2018 une hausse de la concurrence (31 fournisseurs d'électricité et de gaz recensés) et estime qu'un Français sur cinq a déjà changé de fournisseur, avec une préférence marquée pour les offres vertes.

Parmi les litiges recensés et résolus : le changement de fournisseur à son insu, le non respect des procédures de mise en service (heures creuses/heures pleines), la non prise en compte du chèque énergie pour la facture, le non respect des décisions issues des médiations le plus souvent de la part d'Eni et Enedis.

Le médiateur affiche sa lutte contre la pauvreté et son partenariat avec l'Onpe, tout en précisant qu'il ne pourra désormais plus être membre financeur car il est soumis " à de fortes contraintes budgétaires ". Et de fait, " l'institution se recentre sur ses deux missions premières ". D'ailleurs, le comparateur d'offres du site energie-info.fr (n° vert 0 800 112 212) s'est enrichi pour plus et mieux **informer sur la fin programmée des tarifs réglementés du gaz naturel pour les particuliers à l'horizon de 2023** (loi Pacte).

[Gaubert J., " Rapport d'activité 2018 du médiateur national de l'énergie ", Médiateur national de l'énergie, Mai 2019](#)

## FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

### Caractéristiques de l'emploi public dans la FPT

La Caisse des dépôts a publié une étude en avril 2019 réalisant un comparatif sur le phénomène de la contractualisation au sein de la fonction publique territoriale (FPT). Il y apparaît que 45 % des agents publics sont contractuels, étant entendu que de très fortes disparités existent entre types de collectivités. Ainsi les communes sont les championnes du nombre de contractuels employés (59 %) alors que dans les régions, ce phénomène est très marginal (5 %). Un éclairage utile à l'heure des débats liés au projet de loi relatif à la transformation de la fonction publique, **actuellement étudié par le Parlement**.

[Les caractéristiques de l'emploi public dans la fonction publique territoriale, Nicolas chataigner et Laurent Soulat, Groupe des Dépôts et consignations, avril 2019](#)

## SANTE

### Comment conduire une démarche QVT ?

En collaboration avec l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), le ministère de l'action et des comptes publics a publié un **guide de la qualité de vie au travail (QVT)** comprenant une méthodologie pour comprendre et conduire une démarche. Après avoir défini le concept, les objectifs et identifié les principaux freins, le guide vient, sous forme de fiches, accompagner tous ses acteurs vers leur réussite.

[Guide de la qualité de vie au travail, outils et méthodes pour conduire une démarche QVT, Ministère de l'action et des comptes publics, édition 2019](#)

### L'exposition des jeunes générations aux LED peut leur occasionner des lésions oculaires plus précoces

À la suite de son étude de 2010, l'Anses (agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail) alerte à nouveau sur les effets des diodes électroluminescentes (LED). Ces systèmes d'éclairage, en plein développement, sont beaucoup moins consommateurs d'énergie que d'autres éclairages, avec des durées de vie beaucoup plus longues mais certains d'entre eux **posent de nouveaux risques sanitaires**. Aussi, l'Agence s'est auto-saisie afin d'**évaluer ces conséquences**, sans pouvoir, en l'état des recherches, quantifier précisément l'impact.

L'Agence indique que les lumières des LED génèrent des **troubles multiples** : du sommeil, cognitif, de l'humeur, du métabolisme. Par exemple, le soir, avant le coucher, une exposition trop longue à cette lumière dérègle le rythme de l'horloge biologique et produit un impact négatif sur la qualité du sommeil. Ou encore, l'effet sur le rythme métabolique accroît les probabilités de cancer ou de dépression.

**Des populations** particulièrement exposées au risque ou plus sensibles à la lumière bleue ont été identifiées : les personnes atteintes de certaines maladies oculaires, des professionnels soumis à des éclairages de forte intensité, les enfants et les adolescents, les femmes enceintes : cet éclairage réduit la sécrétion de mélatonine maternelle et impacte potentiellement négativement le développement de l'enfant à naître. Les LED génèrent un stress de la rétine des enfants et adolescents parce qu'ils ont un cristallin clair au très faible pouvoir filtrant de la lumière bleue, ce qui laisse supposer **la recrudescence des DMLA dans les générations qui y auront été exposées toute leur vie**.

**Les recommandations de l'Agence** sont de développer l'information sur les risques, de limiter l'exposition aux lumières riches en bleu, d'établir une réglementation pour réduire l'intensité lumineuse des phares des automobiles et, au niveau européen, de poser des limites pour ramener au minimum le niveau de modulation temporelle de la lumière émise par toutes sources lumineuses (éclairages, écrans, objets à LED) et aussi de poursuivre les recherches scientifiques sur ce sujet.

Dans l'immédiat, la précaution à prendre est de baisser la luminosité des écrans et de passer en blanc chaud le soir en réduisant le bleu.

[Rapport d'expertise collective de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, " Effets sur la santé humaine et sur l'environnement \(faune et flore\) des diodes électroluminescentes \(LED\) - Avis de l'Anses ", Anses, Avril 2019](#)

### Règlement intérieur du CHSCT : un modèle proposé par le CDG13

Suite aux élections professionnelles de décembre 2018, les Comités d'hygiène, de sécurité, le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône (CDG13) propose un **modèle de règlement pour les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)** des collectivités locales, de leurs établissements publics et de leurs regroupements. L'adoption de ce règlement étant obligatoire, **il est loisible aux collectivités concernées de s'inspirer largement de ce modèle et/ou de l'adapter à leurs propres modes de fonctionnement.**

[" Modèle de règlement CHSCT à adapter par la collectivité ", CDG13, 18 mars 2019](#)

## SOCIETE : MODES ET NIVEAUX DE VIE

### Rapport 2019 sur les inégalités en France

L'Observatoire des inégalités a présenté son **Rapport 2019 sur les inégalités en France** au point de vue des revenus, du patrimoine, de l'éducation, du logement, de l'emploi, des modes de vie, des différences entre les milieux sociaux, du genre, de l'origine ou de l'âge, etc., en s'appuyant sur des données quantitatives issues de plusieurs sources.

Après impôts et prestations sociales, **les 10 % les plus pauvres, soit 5 millions de personnes, vivent avec moins de 855 € par mois et ont un revenu 8,7 fois inférieur aux 10 % les plus aisés.**

L'insécurité sociale liée au mal-emploi s'accroît, les inégalités touchent en particulier les " *flexibles du travail* " c'est-à-dire les chômeurs, les contrats courts et précaires (8 millions de personnes, soit 1 actif sur 4).

Les inégalités se font sentir dès l'école : la réussite scolaire des enfants et l'origine sociale de leurs parents étant très liées. Arrivés à l'âge adulte, la spirale inégalitaire continue : les non-diplômés ont un taux de chômage 3,7 fois plus élevé que les diplômés. Et les inégalités de conditions de vie agissent sur l'espérance de vie : les 5 % les plus aisés vivent en moyenne 13 ans de plus que les 5 % les plus pauvres.

*" Si le modèle social français est loin d'être le plus inégalitaire des pays riches, il ne répond pas à la promesse d'égalité et suscite de très nombreuses frustrations. "*

[Brunner A., Maurin L. \(sous la direction de\), " Rapport sur les inégalités en France 2019 ", Observatoire des inégalités, Juin 2019](#)

## VIEILLISSEMENT - HANDICAP

### CQFD : À l'aube d'une nouvelle tarification

Dans le contexte d'une éventuelle réforme de la tarification des services à domicile, la plate-forme CQFD (Coordination Qualité Fiabilité Domicile) propose une **table-ronde débat sur les propositions de financement des services d'aide à domicile.**

CQFD porte un réseau de seize associations d'aide et de soin à domicile dans les Bouches-du-Rhône réunies dans un objectif de démarche qualité.

Le rendez-vous est à l'Hôtel du Département le Jeudi 20 juin 2019 de 9h00 à 12h00.

**Renseignements et inscriptions au 04.96.19.05.90**

[Site de CQFD](#)